L'ORGANISATEUR,

GAZETTE

DES SAINT-SIMONIENS,

PRIX

DE L'ABONNEMENT : 25 fr. pour l'aunée; 23 fr. pour six mois, 7 fr. pour trois mois. Paraît une fois par semaine.

ON S'ABONNE

Aubureau du Journal, rue Monsiony, n° 6, près le passuge Choiseul; Et clies ÉVERAT, rue du Cadrau, n° 16.

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but : l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Tous les priviléges de la naissance, sans exception, seront abolis. A chacun selon sa capacité; à chaque capacité selon ses œuvres.

ENSEIGNEMENT CENTRAL.

SUITE DE LA SÉANCE DU SAMEDI 26 MARS.

Passage de l'ordre selon la NAISSANCE à l'ordre selon la CAPACITÉ.

OBSTACLE. - L'HÉRÉDITÉ DE FORTUNE.

Vous l'entendez, il y a encore un privilége de naissance, et ce privilége c'est l'hérédité de fortune. « Quoi donc l » direz vous, la révolution n'a-t-elle pas aboli les pri- viléges? Tous, tant que nous sommes, avons-nous » demandé autre chose depuis 1789? » Hélas! nous le savons bien, et plusieurs fois nous l'avons répété, l'a-bolition de tous les priviléges est le véritable but de la révolution de 1789 et de celle de 1830, qui en est la dernière crise; mais il semble que les hommes de ce temps

et les hommes de nos jours, étourdis par les cris qu'ils poussaient contre la noblesse et le clergé, aient perdu complétement le sentiment des autres abus de l'ancien régime. Le tiers-état, acteur principal dans la révolution francaise, a vu une paille dans l'œil de son prochain, et n'a pas fait attention à la POUTRE qui était dans le sien. Or, aujourd'hui, nous venons au secours de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, qui, elle, ne faisait point partie des ORDRES de l'État; nous devons, avant tout, montrer comment le tiers-étai s'est aveuglé, et jusqu'à quel point il s'aveugle encore : car ce TIERS dont on ne prononce plus le nom existe plein de force et de vie, conservant sur la classe la plus nombreuse et la plus pauvre un privilége tout-à-fait analogue à celui de la noblesse. De métamorphose en métamorphose, le tiersétat est devenu propriétaire oisif, assermeur de terres, prêteur de capitaux, éligible, électeur; il est aujourd'hui l'État tout entier; il gouverne, il administre, il fait les lois, il n'a conservé quelques débris de la féodalité qu'à bon escient, et sous condition rigoureuse: il s'est nommé le PEUPLE SOUVERAIN; comme s'il était PEUPLE, et comme s'il devait demeurer toujours SOUVERAIN!

Vous vous rappelez qu'en 1789, une brochure devenue à jamais célèbre posa, de la manière la plus nette et la plus piquante, la question entre ce qui, pour le moment, devait disparaître et ce qui devait rester de l'ancien régime.

Sièves demanda: Qu'est-ce que le tiers? et répondit: LE TIERS, C'EST TOUTE LA NATION."

Depuis lors, ce parti ayant acquis la conscience de sa valeur, a cheminé lentement, mais sûrement, vers la toute puissance, à travers les phases diverses de la terreur, du directoire, de l'empire, de la restauration : la révolution de 1830 vient de lui assurer sa conquête.

Mais voici maintenant qu'après avoir vaincu la noblesse militaire et le clergé catholique, il se trouve face à face avec une classe d'hommes n'ayant pour vivre que leur travail et payant fort cher le loyer des instrumens de ce travail, placés entre les mains de la bourgeoisie. Cette classe d'hommes, de beaucoup la plus nombreuse, est pauvre, inquiète, mécontente d'un état social où elle est flétrie du nom de prolétaire.

En présence du propriétaire oisif, le prolétaire travailleur se demande à son tour qu'est-ce que les TRAVAILLEURS? Et il répond : « Les travailleurs sont TOUTE la nation. »

Le prolétaire travailleur se trouve donc aujourd'hui, par rapport aux propriétaires oisiss, dans la même position que celle où les propriétaires visifs, formant alors la majeure parlie du tiers état, ou de la bourgeoisie, se trouvaient en 1789, par rapport au clergé et a la noblesse. Le tiers-état rencontrait entre lui et la noblesse militaire un privilége de naissance, l'hérédité des TITRES, du rang, et des prérogatives humiliantes et enéreuses qui s'y trouvaient attachées. Ce privilége était défendu par le clergé, qui, n'ayant plus d'autre sollicitude que la conservation de ses intérêts temporels, avait fait alliance avec la caste militaire. En 1831, l'influence temporelie du clergé est détruite ou presque nulle; les titres, les rangs et les droits seigneuriaux n'ont plus de valeur dans la société, ou du moins l'égalité devant la loi et l'admissibilité à tous les emplois, sans distinction de naissance, sont proclamées et réalisées, tant bien que mal, en faveur de la BOURGEOISIE; ce que le tiers-état demandait pour tous, il l'a obtenu pour lui seul. Il a mis la noblesse militaire à son niveau; elle se confond avec lui maintenant pour jouir de la seule distinction profonde reconnue dans les diverses classes de la société française. Ces deux ordres ne forment plus qu'une même caste : en faveur de cette caste, et contre la classe la plus nombreuse et la plus pauvre des prolétaires travailleurs, il existe un privilège de naissance, l'HÉRÉDITÉ DE FORTUNE.

Les Saint-Simoniens ont mission de saire disparaître

ce privilége, le dernier de tous; ils le regardent comme nuisible, oppressif, rétrograde, sous les mêmes rapports que l'hérédité des titres, des rangs et des droits seigneuriaux; ils annoncent que l'état actuel n'est qu'une transition à un order nouveau, fondé sur une autre base que celle de la naissance.— Les propriétaires oisifs et les rentiers entendant ainsi parler les Saint-Simoniens, se récrient et se regardent entre eux, aussi étonnés que les nobles le furent, lorsque les hommes commencèrent à trouver injuste, nuisible, dangereux que l'on pût naitre prince, marquis, comte, baron, chevalier, possesseur de fiefs, et à ce titre, administrateur, justicier, chef militaire.

Ceux qui les premiers ont protesté contre la noblesse ont beaucoup parlé avant de se saire entendre; ils ont été méconnus, calomniés, emprisonnés, persécutés, sissiés, honnis; leurs écrits surent brûlés par la main du bourreau et leurs âmes damnées dans tous les prônes. Ils ont persisté, l'humanité a eu son cours et le progrès s'est accompli.

Les Saint - Simoniens venant protester contre la richesse héréditaire, parleront, eux aussi, long-temps et beaucoup avant de se faire entendre; et, eu égard à la différence des époques, ils ne seront pas mieux accueillis; peut-être même pourra-t-il leur en arriver pis; car la transformation qu'ils veulent faire subir à l'ordre social est plus intime et plus profonde, elle est RADICALE; ils viennent remplacer ce qui a été détruit de l'ancien régime et REGÉNÉRER ce qui subsiste encore. Les Saint-Simoniens persisteront, l'humanité suivra son cours et le progrès s'accomplira.

Si les Saint-Simoniens démontrent que la propriété héréditaire doit disparaître pour la même raison que la noblesse héréditaire, ils auront gagné la cause de la classe la plus nombreuse des hommes qui gémit dans l'immoralité, dans l'ignorance et la misère.

Si les Saint-Simoniens démontrent que la propriété héréditaire est pour la société une base beaucoup moins solide et beaucoup moins justifiable encore que la noblesse héréditaire, il faudra que tous s'empressent d'arriver à eux et de se ranger sous la bannière de l'ASSOCIATION UNIVERSELLE; tous, oppresseurs ou opprimés, privilégiés ou disgraciés, héritiers de richesse ou héritiers de misère, tous, se confondant sous une dénomination commune « celle de travailleurs » ne se distinguant entre eux que par leur capacité et leurs œuvres.

Or c'est ce qui résultera certainement es évidemment de l'examen que nous allons faire.

Comparaison du privilége d'hérédité de fortune avec le privilége d'hérédité de titre et de rang.

Pourquoi le privilége d'hériter du titre, du rang et des droits seigneuriaux a-t-il été aboli?

Parce qu'il constituait au profit d'une certaine classe

très-riche, très-puissante, mais TRÈS-PEU NOMBREUSE « les NOBLES » des prérogatives devenues intolérables à une autre classe moins riche, moins puissante, mais TRÈS-NOMBREUSE, les BOURGEOIS, formant ce qu'on appelait avant la révolution le TIERS-ÉTAT.

Qui avait intérêt à aider les bourgeois dans les efforts qu'ils faisaient pour l'abolition de ce privilége?

Les artistes, les savans, les industriels, toutes les capacités deshéritées, puis, avec eux, le peuple ou les anciens sers gent taillable et corvéable à merci.

Le jour où tous ces hommes s'entendirent, il y cut un 14 juillet, un 4 août, un 10 août; il y eut une névolution; il y cut une constitution et une déclaration des droits imprescriptibles de l'homme: Liberté, égalité devant la loi.

Le jour où ces hommes cesserent de s'entendre, par l'incertitude de l'avenir et par le sentiment confus de l'opposition d'intérêt qui, un jour, devait les séparer, il y eut la TERREUR; et par suite le directoire, l'empire, la restauration.

Depuis ils se sont entendus de nouveau contre leurs anciens ennemis, le clergé et la noblesse, et nous avons vu les trois journées de 1830!

Et les voilà qui déjà ne s'entendent plus, et vous ne savez plus, vous, ce qui doit advenir et ce que nous ve-nons vous annoncer!

Quelles critiques a-t-on faites contre ce privilége?

On a dit qu'il était nuisible à l'HUMANITE, à l'ETAT, à la FAMILLE.

A l'HUMANITÉ, car tous les hommes sont FRÈRES et naissent ÉCAUX, et les distinctions de rangs, fondées sur la naissance, sont entre eux une cause éternelle de guerre, de lutte et d'oppression.

A l'ÉTAT, carles nobles maintiennent dans la SERVITUDE le plus grand nombre des habitans du sol; et ceux-là cependant accomplissent les travaux les plus utiles. Ce privilége donne à des hommes le droit de gouverner, de commander, de diriger la société, sans aucune condition d'aptitude; et ces hommes-là vivent dans l'oisiveté, entourés d'honneurs et comblés de richesses produites par les mains d'autres hommes qui sont nés pour les servir.

Les privilégiés sont avides, arrogans, incapables, vains. Les opprimés vivent dans l'ignorance et la misère, la bassesse et la servilité; ils sont soumis à la to-ture et aux plus durs châtimens; ils gémissent sous le joug, exploités comme des bêtes de somme, et pour prix d'un travail continuel, obtenant à peine la subsistance.

A la FAMILLE, car chez les privilégiés le père exerce un pouvoir despotique; les frères cadets sont sacrifiés au frère Aîné, seul héritier du titre et du fief apanage du titre; les filles sont condamnées au célibat, enfermées dans des cloîtres. — De la les haines, la discorde, la jalousie, les procès. Dans la famille des opprimés, les droits de l'époux sont méconnus et violés; la corruption et la séduction at-

teignent la fille du vassal, devenue le jouet et la victime d'un caprice grossier.

Telles furent les accusations portées contre la noblesse féodale, en vertu de la conception des philosophes du 18e siècle sur la nature et la destination de l'humanité. Dans le délire de la colère, les hommes ne songèrent point aux immenses progrès qui avaient été accomplis sous l'influence de cette institution toute guerrière; ils oubliaient les bienfaits du passé, et ne voyaient que les abus et les désordres du présent, parce que les bienfaits avaient cessé, et que les abus seuls subsistaient encore.

Et cependant la féodulité avait pour elle le prestige de l'antiquité; elle était associée à une religion puissante encore dans le cœur des hommes; elle avait produit une littérature originale; son caractère était profondément empreint dans les mœurs, dans les idées, dans les monumens, dans toute la vie sociale. Le renom des ancêtres rejaillissait sur les descendans des nobles familles; le peuple aimait la gloire des armes et les prouesses de la chevalerie. La féodalité enfin était une institution sociale régulièrement conçue et établie, arrivée à son summum de développement à travers les siècles et au milieu des guerres les plus sanglantes; elle avait ses hénes et ses GRANDS HOMMES; elle était fondée sur une HÉNARCHIE compacte où tous les rangs étaient marqués et respectés jusque dans les nuances les plus délicates.

Aujourd'hui tout a disparu. De l'édifice colossal fondé par Charlemagne, il ne reste plus que ruine et poussière, et le dernier de nos enfans explique comment, à ce changemont, l'humanité, l'état, la famille ont beaucoup gagné, et comment les privilégiés eux-mêmes doivent bénir le progres qu'ils ont accompli d'une manière si violente.

Les privilégiés de la nublesse, il est vrai, sont loin encore d'être édifiés sur ce point; toujours ils ont témoigné la plus vive répugnance à DÉROGER jusqu'à la bourgeoisie, malgré tous les progrès des beaux-arts, de la science, de l'industrie, et malgré tous les avantages sociaux obtenus depuis la révolution. La bourgeoisie de son côté ne s'est pas endormie en présence de son irréconciliable ennemie; toujours elle est demeurée vigilante, chatouilleuse, ardente à empiéter, à dominer. La lutte qui a duré depuis 1814 jusqu'à 1830, et qui encore aujourd'hui n'est point apaisée, en fait foi.

Ainsi donc vainement on a proclamé l'abolition de la neblesse; les titres, même dénués de toute valeur politique reconnue, n'en ont pas moins exercé une influence indirecte trèspuissante, surtout dans les relations individuelles. La noblesse a conservé sa morgue, son éclat; elle a encore ses modes, ses usages; la féodalité militaire est vivante parmi nous, et chaque jour les appellations de prince, comte, marquis, baron, chevalier, retentissent encore à nos oreilles; ou en fait fi dans les autres, on les recherche pour soi; on en rit, et, à part quelques républicains systématiques, que les honnêtes gens ont nommés hommes à idées fixes, tout le monde les respecte.

D'où vient, dans nos mœurs, une pareille contradiction? C'est que la bourgeoisie de naissance est à côté de ses anciens maîtres, glorieuse de ses prérogatives, autant que la noblesse de naissance qui réclame au moins pour elle le droit de premier occupant; c'est qu'il y a encore des fiefs et des manoirs avec les dimes et les redevances, devenues les fermages et les intérêts; c'est que les hommes, répétant sans cesse que le travail seul est honorable et seul devrait donner droit à la richesse, n'en cherchent pas moins à vivre de leurs rentes, c'est-à-dire du travail d'autrui, et à jouir d'une opulente oisiveté; si toutesois on jouit de l'oisiveté.

D'où vient que nous avons aujourd'hui DEUX féodalités bâtardes, au lieu de l'ancienne féodalité militaire une et compacte? C'est qu'on ne renverse une aristocratie que par une autre; c'est que l'aristocratie selon la naissance, dont la révolution a voulu la destruction, ne disparaîtru jamais, ne fera que se morceler et se diviser tant que la base l'un nouvel ordre social, d'un nouvel ordre de succession ne sera point posée.

Pénétrez-vous bien, Messieurs, d'un principe qui contient en lui toute notre politique et, il faut le dire, toute la politique. Rien ne se détruit dans le monde et dans la société, mais tout se transforme progressivement.

Les hommes ont toujours eu une religion; ils en auront toujours, car les hommes NAISSENT liés à leurs semblables et au monde extérieur, avec le désir de resserrer de plus en plus ce lien qui est leur VIE: au lieu d'abolir les croyances religieuses, cherchons donc la CROYANCE qui est en harmo nie avec les désirs nouveaux de la societé.

Les hommes se sont toujours distingués et classés les uns par rapport aux autres; il y aura toujours des rangs et des distinctions, car les hommes NAISSENT dissérens et inégaux: au lieu d'abolir les rangs et les distinctions aristocratiques; cherchons donc une hiérarchie nouvelle qui soit véritablement une aristocratie, c'est-à-dire un pouvoir dévolu aux plus dignes, selon la nouvelle conception de la dignité humaine et sociale que nous portons en nous.

Les hommes ont toujours possédé des biens et joui des fruits du travail moral, scientifique et industriel accompli dans l'association humaine; ils posséderont et jouiront toujours de leurs biens, car les hommes naissent avec des besoins et des moyens qui leur sont personnels, qui leur sont propries; au lieu d'abolir la propriété, cherchons donc de nouveaux moyens d'acquérir, un nouveau mode d'appropriation, également accessible à tous, et conforme aux besoins et aux moyens de chacun.

Hors de la point de SALUT, point de SOCIÉTÉ, point de LIBERTÉ!

Car toute société suppose la RELIGION, la hiérarchie et la propriété.

Et il n'y a LIBERTÉ, dans la société, que là où la RELI-

GION, la hiérarchie, la propriété sont établies pour l'avantage de tous et selon le vœu de 'chacun.

C'est pour vouloir faire consister la société et la liberté dans la négation et l'abolition de la RELIGION, de la hiérarchie et de la propriété, que le libéralisme RADICAL ne produira jamais ni la société nouvelle ni la liberte nouvelle.

C'est pour avoir séparé, pour la société et pour la liberté, la religion de la hiérarchie ou la propriété de la religion, ou la hiérarchie de la propriété, que le libéralisme Mo-DÉRÉ(constitutionnel ou doctrinaire) ne produira jamais que des contre-façons de la société ancienne, des quasi-sociétés, et ne pourra même pas LIBÉRER les hommes des entraves de l'ancien régime.

Ainsi se trouve manifesté l'impuissance organique et critique du libéralisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses nuances. Ne nous lassons pas de le répéter, le libéralisme repose sur une erreur capitale, savoir : qu'on peut détruire ce qu'il nomme les abus, purement et simplement, par une abolition en bonne et due forme, votée, décrétée et insérée au Bulletin des lois. Le libéralisme ne veut, il ne sait, il ne peut qu'abolir; et là encore il veut, il cherche, il essaie en vain; car l'homme ne parvient d'une manière définitive à abolir qu'en remplaçant, à détruire qu'en régénérant, à délier qu'en reliant; et Dieu lui-même vit ainsi en nous et hors de nous. Une révolution sociale n'est que la veille du progrès, veille terrible et pleine d'orages; le progrès accompli se nomme une RÉORGANISATION, une RÉGÉNÉRATION, une RELIGION.

C'est sur ce principe que toute notre politique est fondée. Pour entrer largement dans la voie que nous voulons suivre en exposant les vues de Saint-Simon sur la propriété, cette digression préliminaire était indispensable; reprenons maintenant l'examen du privilége d'hérédité de fortune. Il offre, disons-nous, avec moins d'intensité, et surtout avec des caractères moins odieux, tous les INCONVÉNIENS du privilége d'hérédité de nom, de titres et de droits seigneuriaux, sans aucun AVAN-TAGE, si ce n'est de maintenir provisoirement les dernières pierres de l'ancien édifice social.

Pourquoi le privilége d'hérédité de fortune doit-il être aboli?

Parce qu'il constitue au prosit d'une certaine classe trèsriche, très-puissante, mais TRÈS-PEU NOMBREUSE, « les BOURGEOIS, » des prérogatives accablantes pour une autre classe, la moins riche, la moins puissante, mais la PLUS NOMBREUSE, formant ce qu'on appelle le PEUPLE.

Qui a intérêt à l'abolition de ce privilége?

Tous ceux qui TRAVAILLENT, artistes, savans, industriels; le PEUPLE, en un mot, le peuple dont les plus grands artistes, les plus grands savans, les plus grands industriels, sont les véritables REPRÉSENTANS et les CHEFS NATURELS.

Le jour où ils s'entendront il n'y aura pas révolution, il y aura une RELIGION NOUVELLE destinée à donner à tous

les hommes sans exception le nonneur sur la TERRE, c'est-à-dire de la moralité, des lumières et des richesses.

Le jour où ils s'entendront il n'y aura plus d'oisirs, il n'y aura plus opposition d'intérêts, il n'y aura plus de GUERRE, il n'y aura plus de CONCURRENCE, il n'y aura plus de PAUVRES; il y aura ASSOCIATION UNIVESELLE.

C'est-là ce que SAINT-SIMON est venu annoncer au monde, et ce que ses disciples néaliseront.

Quelles critiques peut-on faire contre le privilège d'hérédité de fortune?

Il est nuisible à l'humanité, à l'Étyt et à la famille, et partant contraire à la religion, à la politique et à la Morale.

Le privilège d'hérédité de fortune est nuisible à l'HUMA-NITÉ. — JESUS a die : « Tous les hommes sont fières. » Donc ils doivent avoir une part égale à l'héritage commun de la grande famille, aux biens de la terre, domaine patrimonial de l'humanité. Telle est la conséquence pratique que l'on pourrait tirer de la conception chrétienne, si JE-SUS lui-même n'avait ajouté que son royaume n'étaitpus de ce monde, qu'il fallait distinguer la famille selon la chair de celle selon l'esprit, que les hommes, pour plaire au DIEU pur esprit, devaient se borner à instituer sur la terre une FAMILLE SPIRITUELLE, une ÉGLISE UNIVERSELLE, campée dans la vallée de misères, en attendant son entrée dans le véritable domaine de l'humanité, le ciel.

En 1789 l'assemblée constituante a proclamé par l'organe de LAFAYETTE, article premier de la déclaration des droits : « La NATURE a fait les hommes LIBRES et ÉGAUX. » Donc ils ne peuvent pas NAÎTRE avec des moyens INÉGAUX de développer leurs facultés ou leur liberté; donc ils doivent avoir une part égale aux dons de la nature leur MÈRE COMMUNE; donc l'héritage de la richesse, qui n'est pas dans la NATURE, doit être aboli. Telle est la conséquence que l'Assemblée constituante aurait du tirer de la conception libérale, si vraiment elle est compris toute la portée d'une pareille conception, et si la fameuse déctaration des droits, soit dans ce premier article lui-même, soit dans tous les articles suivans, ne présentait une série de contradictions. Ce que l'Assemblée constituante et les autres assemblées de la révolution n'avaient ni compris, ni tenté, quelques homines de cette époque voulurent le réaliser; et, comme nous l'avons vu, cette tentative a prouvé que la conception libérale d'ÉGALITÉ et de LIBERTÉ était inapplicable, et qu'elle s'appuyait sur une fausse théorie de la nature humaine. Elle a pronvé, par contre-coup, l'impossibilité de réaliser la conception chrétienne d'ÉGALITÉ et de FRATERNITÉ, dans le sens rigoureux que les protestans veulent lui donner, et dont l'Eglise catholique a été obligée de s'écarter sans cesse, pour exercer une action politique sur la société et pour arriver, par là, au but véritable de toute religion.

Ainsi le privilège d'hérédité de sortune se trouve en op-

position directe avec le précepte fondamental de la religion chrétienne et avec celui de la philosophie libérale poussée dans ses dernières conséquences; laquelle, au fond, n'est que la traduction politique du PROTESTANTISME.

Mais ces deux conceptions sur l'humanité et sa nature ou sa destination sont fausses et inapplicables; nous ne devons nous en servir que pour montrer comment les hommes se sont toujours approchés de la pierre d'achoppement de toute liberté, sans en avoir encore une vue précise; et comment de nos jours le sentiment de l'injustice des priviléges de naissance est profondément empreint dans tous les cœurs. Voyons donc, à son tour, la conception Saint-Simonienne.

Saint-Simon a dit : « L'HOMME EST NÉ POUR TRA-VAILLER. Tous LES HOMMES SONT ENFANS DE LA MÊME FAMILLE »; et dans la famille universelle il y a des pères, des fils et des frères, c'est-à-dire des supérieurs, des inférieurs et des égaux; et au sein de cette famille universelle il y a des branches diverses, c'est-à-dire des ordres divers groupés selon la PREDILECTION RÉCIPROQUE des pères, des fils et des frères.

Voilà la RELIGION.

Chacun prendra RANG, dans les divers ordres de la famille universelle, selon sa CAPACITÉ d'amour, d'intelligence et de force. — Voilà la HIÉRARCHIE.

LA TERRE est le PATRIMOINE de la famille humaine; et ce patrimoine, ADMINISTRÉ par le PÈRE de FAMILLE, conservé, cultivé, embelli par le TRAVAIL de TOUS, produira des FRUITS abondans; et chacun Possedera, de ce domaine, le lot approprié à sa Capacité, et chacun Jouira de la portion des FRUITS qui REVIENDRA à ses ŒUVRES. — Voilà la PROPRIÉTÉ.

Il est évident que le privilége d'hérédité de fortune aussi bien que celui d'hérédité de TITRES et de rang est incompatible avec la conception Saint-Simonienne; car les priviléges d'hérédité de titres, de rang, de propriété, tels qu'ils existent aujourd'hui, sont les priviléges de la famille-caste. Or dans la FAMILIE UNIVERSELLE soumise à une loi commune il n'y a plus de priviléges, plus de lois d'exception, il n'y a plus de CASTES.

Pour ce qui regarde l'HÉRITAGE, la prévoyance de la FAMILLE SOCIALE reimplace la présomption aveugle et fatale de la famille-caste. Le TITRE, le rang, la propriété se PERPÉTUENT et se TRANSMETTENT dans le sein de la famille constituée selon l'ordre de de la CAPACITÉ et non plus selon l'ordre de la NAISSANCE. Le TITRE est l'expression de la fonction; le rang est la mesure de la capacité; la propriété est l'instrument du travail.

En présence de cette conception sur l'humanité et sa nature ou sa destination, tous les priviléges de la naissance ou de la caste doivent disparaître. Ils répugnent tout-à-fait à la nouvelle sympathie d'association inspirée à l'humanite par Saint-Simon, parce qu'ils consacrent l'explostation de l'homme par l'homme.

Le privilège d'hérédité de fortune est nuisible à l'ÉTAT. - Ceux qui naissent riches, c'est-à-dire avec des Terres ou des CAPITAUX, peuvent vivre sans travailler; ceux qui NAISSENT pauvres, c'est-à-dire sans terres ni capitaux, sont obligés de travailler pour vivre; et comme pour TRAVAILLER il faut des outils ou des instrumens de travail, et que nul n'a jamais produit sans terre ni capital, ceux qui sont nés pauvres empruntent, louent, afferment à ceux qui sont nés riches; et cet emprunt, cette location, cette ferme, ont pour conditions que le pauvre qui travaillera paiera au riche qui ne travaillera point une portion déterminée d'avance des produits ÉVENTUELS du capital ou de la terre; et ces conditions sont faites, écrites et consignées dans ce qu'on nomme un CONTRAT, une OBLIGATION. Et en vérité, pour qu'un homme s'engage à travailler pour un autre qui ne sait rien, il saut bien qu'il y soit contraint et obligé par le resoin; et pour que cet homme tienne son engagement, il faut bien encore qu'il y soit contraint et obligé par la loi, que l'on dit EGALE pour tous; par la force, qu'on nomme JUSTICE. Voilà pourquoi les habiles interprètes de cette loi disent très-bien que toute la législation dite civile est résumée dans le traité des contrats et des obligations. Voilà pourquoi, sans doute, ils définissent une obligation : vinculum juris, une CHAÎNE... de droit! Et puisqu'ils définissent si bien l'obligation et le contrat, où donc ont-ils appris la science du bien et du mal, pour venir nous dire que la justice qui fait exécuter de pareilles conditions est ars aqui et boni!' et puisqu'ils sont profonds et sages, et que la jurisprudence est la connaissance des choses divines et humaines, divinarum humanarumque rum notitia, comment ne savent-ils pas qu'il n'y a des ubligations et des chaînes qu'entre hommes dont les intérêts sont opposés, et que les intérêts ont été, sont et seront opposés, tant qu'il y aura des hommes héritiers de richesse, vivant du travail d'autres hommes héritiers de misère. S'ils le savaient, ils ne définiraient point l'héritier la continuation de la personne du defunt, CONTINUATIO PERSONÆ DEFUNCTI; car ils verraient que les fils des TRAVAILLEURS, héritiers des fruits du travail paternel, continuent bien mal leurs pères en vivant oisifs ; ils verraient que leur définition de l'héritier n'est bonne que pour une classe de la société (il est vrai la plus nombreuse et en grande majorité); ils verraient que les héritiers de misère, les héritiers de misère tout sculs! CONTINUENT la personne de leurs pères; et alors, au nom de Dieu et de l'humunité, ils chercheraient dans leur science des choses divines et humaines le MOYEN que les PERSONNES ne soient pas continuées dans un état aussi déplorable.

Mais laissons les légistes.

En raison du privilége de naissance qui subsiste encore parmi nous, l'Etat se trouve divisé en DEUX CLASSES, les héritiers de richesse et les héritiers de misère. Les héritiers de richesse appellent les héritiers de misère des PROLÉ- TAIRES; les héritiers de misère ont appelé les héritiers de richesse des PROPRIÉTAIRES. Ces noms ne signifient rien. Nous, nous nommons les propriétaires des OISIFS, et les prolétaires des TRAVAILLEURS; et nous disons que l'État se compose de ces deux partis; que la révolution est la lutte de ces deux partis; que les oisifs sont le parti rétrograde, qui succombera; que les travailleurs sont le parti progressif, qui triomphera; que SAINT-SIMON est venu pour qu'il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus, mais pour qu'il y ait des ASSOCIÉS.

Est TRAVAILLEUR quiconque cherche, par le seul moyen de son travail PERSONNEL et DIRECT, à obtenir un titre, un rang, une propriété.

Les TRAVAILLEURS sont les artistes, les savans, les industriels, supérieurs et inférieurs, maîtres et ouvriers; et ceux-là vivant de ce qu'ils produisent par leur moralité, par leur intelligence et par leur activité, forment pour nous le VRAI PEUPLE, l'État.

Est OISIF quiconque a obtenu ou obtient, en TOUT ou en PARTIE, directement ou indirectement, par les intérêts d'un capital, par un revenu, par une rente, les TITRES, le rang, la fortune dont il jouit dans la société.

Les OISIFS ne sont bons à rien; il n'y a pas d'autre nom à leur donner que celui d'oisifs. On les appelle quelquesois les gens de bonne sumille, les gens comme il saut; ces qualifications peuvent être très-llatteuses pour eux; mais assurément elles n'expriment aucune capacité, aucune valeur sociale.

Celui qui se repose après avoir travaillé n'est pas un oisif proprement dit; mais comme il ne peut se reposer qu'en vivant du travail d'autrui, c'est-à-dire de l'intérêt de sa fortune, sa position dans la société est encore anormale; et jusqu'au jour où la grande famille donnera chacun de ses enfans ÉDUCATION, FONCTION et REPOS, le travailleur en retraite n'en sera pas moins exploitant par rapport au travailleur en activité, qui lui paie l'intérêt d'un capital.

Toutesois, le véritable oisif est celui qui a HERITE.

Il y a des homines qui ne sont ni tout-à-fait TRAVAIL-LEURS ni tout-à-fait oisifs.—Ceux-là sont les MIXTES.

Ce sont ceux dont la fortune se compose en partie de loyers de terres ou de capitaux, et en partie des fruits de leur travail. Grâce à Dieu, le nombre en augmente chaque jour, et ce changement progressif est un indice certain que bientôt l'oisiveté aura disparu, et qu'il n'y aura plus qu'une seule classe: celle des travailleurs. A certains égards, l'oisif mixte est plus dangereux que l'oisif proprement dit; parce que dans le systeme actuel de l'industrie un capital tout trouvé est un immense avantage contre des concurrens nés sans capitaux.

SAINT-SIMON est venu pour faire cesser l'oisiveré sous toutes ses formes; c'est à ce point de vue que nous nous plaçons pour JUGER l'héritage comme question politique

SAINT-SIMON dit aux oisifs : L'homme doit tra-

VAILLER. Voire position dans la société est immorale. Jusqu'ici vous n'avez pu en être responsables, parce qu'il fallait qu'une révélation nouvelle vous la fit apprécier; mais aujourd'hui que cette révélation vous est donnée, il ne vous est plus permis de rester encore dans l'oisiveté.

SAINT-SIMON dit aux TRAVAILLEURS: Ne haïssez pas ceux qui nuissent riches; les aisiss ne sont pas sciemment et volontairement les srelons de la ruche; et si vous soussrez de travailler pour Eux, ils soussrent beaucoup, Eux, de ne savoir rien saire; unissez-vous pour les guérir du mal qui les ronge et dont ils ignorent la cause.

Oisifset travailleurs, tant que vous sormerez DEUX CLASSES DISTINCTES dans la société, il y aura lutte; oppression d'une part, misère de l'autre.

OISIFS, dans la société d'aujourd'hui vous avez un interêt opposé à celui des travailleurs, soit comme fonctionnaires salariés par le budjet de l'état, soit comme rentiers, loueurs, prêteurs de capitaux, affermeurs de terres; et pourtant vous faites les lois, vous les appliquez, vous administrez, vous faites la police, vous gouvernez enfin par droit de naissance!

Par droit de naissance vous êtes électeurs, éligibles, jurés, magistrats municipaux, etc. — Titres, rangs, fortune, vous pouvez tout obtenir sans rien faire ou du moins sans travailler long-temps et beaucoup. — Vous n'avez d'action productive dans la société que celle de distributeurs des instrumens de travail, et vous vous trouvez par hasard investis de cette fonction, pour l'exercer à votre guise; sans aucune présomption d'aptitude et sans savoir même que vous accomplissez une fonction. Aussi pour ce travail vous avez cherché et trouvé des serviteurs. Vous avez des banquiers et des notaires qui placent vos fonds et qui touchent les revenus que vos fonds ont produits par le travail de l'artiste, du savant, de l'industriel, et que vous consommez, vous, avec d'autres oisifs, consommateurs comme vous de la substance des travailleurs.

Par droit de naissance vous êtes vains, arrogans, avides; et c'est l'oisiveté même qui vous dégrade ainsi!

Oisifs! jusqu'à quand un pareil scandale!

TRAVAILLEURS, vous avez des intérêts opposés à ceux des oisifs, comme artistes, comme savans, comme industriels, comme maîtres, comme ouvriers, comme fermiers, comme locataires, comme emprunteurs, comme BANQUIERS.

Et cepeudant, en tant que travailleurs, vous n'avez aucun droit politique!

Les lois sont faites et appliquées contre vous.

Par droit de naissance, vous êtes administrés, jugés, gouvernés; par droit de naissance, vous êtes exploités

Titres, rangs, fortune, vous ne pouvez rien obtenir que par un travail pénible et continuel; et de ce travail vous partagez tous les bénéfices avec ceux qui ne partagent point vos risques, vos pertes et qui, par leur gouvernement, leur administration, leurs douanes, leurs impôts sont associés contre vous qui êtes isolés et qui luttez, même entre vous, par la concurrence. Aussi presque tous vous êtes misérables, vous vous ruinez, vous faite banqueroute ou faillite; vous gagnez à peine de quoi manger, et ceux pour qui vous travailles disent avec bonhomie qu'ils vous Font vivre.—Pauvres travailleurs!

Par droit de naissance vous êtes livrés à l'immoralité, à l'ignorance, à la misère; et lorsque vous avez commis quelques crimes ou quelques délits, entraînés par des passions que personne n'a dirigées, trompés par une intelligence que personne n'a développée, contraints par la misère, au milieu de laquelle personne ne vous tend la main, on vous JUGE: et l'on vous dit que tous les hommes sont ÉGAUX DEVANT LA LOI, et l'on vous applique cette loi qui réprime et punit ÉGALEMENT tout le monde, riches comme pauvres, savans comme ignorans, OISIFS comme TRAVAILLEURS, à VOUS qui n'avez pas reçu l'ÉDUCATION qui règle les désirs et éclaire l'esprit, n'i la RICHESSE qui PREVIENT les crimes, parce qu'elle satisfait les besoins, et qui ne donne lieu qu'à un genre de crimes, IMPUNI parce que c'est crime d'oisif, je veux dire: le VICE!

Travailleurs jusqu'à quand une telle misère?

Oisifs et travailleurs unissez-vous, asin que la loi d'AMOUR, source de lumières et de richesses, s'accomplisse parmi les hommes! — Les maux qui vous rongent viennent de l'opposition d'intérêts; la barrière qui vous sépare, c'est l'hérédité de fortune!

Le privilége de l'hérédité de fortune est nuisible à la FAMILLE.

Le principal avantage de la révolution a été de modifier assez profoudément la constitution de la famille féudale; ces modifications sont toutes marquées par des changemens dans la propriété, dans l'ordre de succession. La féodalité avait consacré le partage inégal des biens, les droits de primogéniture, l'exclusion presque totale des femmes; elle avait assigné selon l'dge et le sexe, des titres et des rangs inégaux dans la famille; tous les avantages étaient pour le plus âgé; l'homme obtenait sur la femme une préférence non contestée, ou plutôt la femme ne comptait pour rien.

La revolution a proclamé le partage égal des biens, sans acception d'âge ou de sexe, dans la famille des possesseurs de terres ou de capitaux; les biens ont cessé d'être des fiefs pour devenir des propriétés à fermages. La révolution a enlevé aux titres et aux rangs, fondés sur la naissance, toute valeur directe dans la société. Elle a beaucoup adouci et tempéré la puissance paternelle,

Par la révolution les familles nobles sont devenues des familles bourgeoises.

Mais dans ces samilles bourgeoises il y a encore oppoposition d'intérêts, il y a division de croyances, division d'opinions. La portion disponible de l'héritage excite quelquefois des juliusies chez les frères et les sœurs, comme elle donne lieu à des faveurs de la part du père. Les prérogatives des aînés et des mâles, effacées dans la loi, subsistent encore dans les mœurs, parce qu'une loi qui essace sans écrire est toujours illusoire. De même pour la femme; exclue des fonctions sociales, elle ne peut songer à vivre de son travail; la femme est esclave de la dot, sous puissance de mari, et incapable de contracter sans autorisation. Tous, pères, ensans et frères lies d'un lien purement individuel, sans but social, placés dans une dépendance rigoureuse les uns des autres, sont exposés aux souffrances morales qui résultent d'une pareille condition d'association. La langue même de la famille Lourgeoise trahit sa dégradation : là, en effet, un mariage d'argent se nomme un bon mariage; là le mariage se

nomme un contrat; là le lien qui rattache la vie des enfans à celle des parens est l'ESPÉRANCE de jouir de la fortime après la MORT; espérance et désir, deux sentimens bien près l'un de l'autre!

Le père, dont la puissance est restreinte par la loi, est DESPOTE par la fortune; c'est lui qui CLASSE ses fils et leur donne une fonction dans l'état. L'et combien de vocations méconnues, contrariées l'et combien de fils incapables, oisifs, par suite de l'incapacité et de l'oisiveté du père!

Toutes les plaies de cette guerre domestique sont vives et saignantes dans nos lois.

Procès, inventaires, liquidations, partages, séparation de corps, séparation de biens, divorce, adultère! Voilà une partie du vocabulaire de la FAMILLE! et ce vocabulaire est celui de la législation du peuple le plus avancé! et la famille est l'association la plus aucienne et la seule qui de nos jours conserve quelque puissance.

Quant à la famille des travailleurs, sa condition présente tous ces maux avec une intensité plus grande.

La famille séodule est devenue la famille bourgeoise; la famille du serf est devenue la famille prolétaire.

La famille du serf était soumise aux caprices du seigneur. En déclarant le seigneur et le serf égaux devant DIEU et dans l'église, le christianisme avait accompli un grand progrès sur l'esclavage antique; mais l'EXPLOITATION était encore bien violente; le serf ne pouvait ni contracter, ni posséder, ni hériter en dehors du bon plaisir de son seigneur; sa personne, sa femme, ses enfans, toute sa famille enfin était la propriété ou l'apanage d'une famille de RACE SUPÉRIEURE.

Aujourd'hui la famille prolétaire, transformation de la famille du serf, n'est plus soumise directement anx caprices d'un seigneur; aujourd'hui, dit-on, il n'y a plus de seigneurs.

— Le prolétaire et sa famille sont libres et égaux devant la loi; ils peuvent contracter, posséder, hériter de leur propre et plein consentement; mais, avec tous ses droits, le prolétaire né libre est né sans secours, sans appui, sans édication et sans instrument de travail, s'il est né sans héritage; et il se trouve, par rapport à la famille bourgeoise propriétaire du sol ou du capital, dans une position analogue au servage; sa femme, ses enfans, sont exposés à toutes les séductions du vice et à tous les caprices de l'oisif...

Le prolétaire est esclave du SALAIRE.

Assassinats, vols, prostitution, INFANTICIDE, vagabondage, mendicité, guillotine, bagnes, prisons, dépôts, hospices, ensans trouvés, ensans perdus... Encore, encore des mots pour ce terrible vocabulaire de la famille.

La cause de tous ces désordres, c'est l'hérédité de fortune, et ce dernier débri des priviléges de naissance maintient encore (il est vrai avec un caractère bien moins oppressif) les trois formes de l'exploitation de l'homme par l'homme, dont la philantrhopie chante l'abolition.

Nous avons la custe; car la function du sils, dans l'ordre social, dépend presque entièrement de la fortune de son père; et la fortune c'est le hasard, la futulité. Fon-TUNA, FORS.

Nous avons l'esclavage; car l'oisif, dépositaire des instrument indispensables pour la production, a droit de vie et de mort sur le travailleur; il serme ses atcliers, renvoie ses ouvriers, chasse ses domestiques; et nous savons qu'aujourd'hui encore les hommes meurent de froid et de faim.

Nous avons le servage, car le fermier est bien attaché au sol du propriétaire, l'ouvrier attaché à l'atelier du maître, le domestique attaché au service du bourgeois. La misère aussi n'est-elle pas un VINCULUM JURIS?

Telles sont les critiques fondamentales que nous avons à faire sur l'hérédité de fortune, en vertu de la conception religieuse de SAINT-SIMON. Ces critiques ne sont pas des accusations, car nous JUSTIFIONS les priviléges de naissance qui se sont successivement abolis dans le cours du développement de l'humanité. SAINT-SIMON nous a appris à tout aimer et à tout comprendre; mais à aimer et à comprendre chaque chose en son temps et en son lieu; il nous a donné le lien de tous les faits. Aussi, vous le savez, nous ne venons pas pour combattre les oicifs et les privilégiés, mais pour les ÉLEVER et les faire grandir; eux aussi doivent profiter du nouveau progrès que l'HUMANITÉ, que l'ÉTAT, que la FAMILLE accompliront à notre voix.

Le privilége du titre et du nom était bien cher aux hommes; qui de nous en voudrait aujourd'hui? Et pourtant, Messieurs, nous l'avons vu, ce privilége de la noblesse avoir pour lui un prestige d'honneur, de gloire et d'ancienneté, qui ne s'attache pas au privilége de l'oisiveté ou de la richesse. Rien de plus étroit, rien de plus mesquin que la vie bourgeoise; elle est devenue proverbiale. L'oisif déshérité de gloire n'en conçoit point d'autre que celle du passé; cependant au lieu d'aller la chercher dans les batailles, il la demande aux revues et aux parades, qui sont la guerre de l'oisiveté. Quant aux vernis des âges, la bourgeoisie émancipée d'hier n'a d'autre tradition que celle de l'esclavage et du servage, et de celle-là l'homme n'a point encore appris à se faire honneur.

A quoi donc tient-il encore ce privilége d'hérédité de fortune? Messieurs, nous avons à cœur de vous faire sentir toute sa légitimité dans l'état actuel des choses.

La propriété est la liuse de l'ordre social, on ne peut donc passer d'un ordre social à un autre que par un changement dans la constitution de la propriété. Mais nul ne peut légitimement toucher à la pierre angulaire de l'édifice qui s'écroule, avant d'avoir préparé le nouvel abri sous lequel l'humanité doit vivre.

Ne vous étonnez donc pas du respect que les libéraux conservent encore pour la propriété féodale, malgré leur haine si prononcée entre l'ancien régime. Sans vue d'avenir et sans une nouvelle parole religieuse, toute atteinte à la propriété serait le coup mortel d'un état; le libéralisme en a le sentiment, et comprend avec raison son impuissance.

Mais ne vous étonnez pas non plus que les Saint-Simoniens osent, à cet égard, ce qui effraie les libéraux les plus avancés; ne vous étonnez pas qu'ils désirent ce que le monde encore n'a jamais demandé. Nous savons d'où nous venons, où nous allons; nous connaissons la voie douce, certaine, facile, qui conduit au but sans secousse et sans désordre; écoutez-nous et suivez la route que nous vous traçons. Ai-je besoin de dire encore combien le but est sublime, et combien le temps où nous vivons présage de merveilles?

(La suite au prochain Numéro.)